

GORDIMER (Nadine)

Vivre dans l'Espoir et dans l'Histoire.

Notes sur notre siècle

Paris, Plon, coll. « Feux croisés », 2000, 247 pages.

Voici l'édition française d'un ouvrage de l'écrivain sud-africaine Nadine Gordimer, prix Nobel de littérature en 1991, d'abord publié en 1999 sous le titre *Living in Hope and History. Notes from our Century*. Il s'agit d'un recueil de plus d'une vingtaine d'essais, la plupart datant des années 1980 et 1990 (on regrettera au passage qu'ils ne soient pas remis en contexte). Mélange d'apparence hétéroclite, agencé sans ordre évident, qui regroupe des études littéraires (Senghor, Günter Grass, Naghib Mahfouz...), des extraits de correspondance (avec Kenzaburo Oe), ou encore des réflexions, reprises pour certaines de conférences données par l'auteur, sur les événements contemporains ou sur la pauvreté dans le monde – réflexions dans lesquelles l'auteur se prononce moins en écrivain qu'en consultant. Cependant, un axe majeur se dégage de l'ensemble : une réflexion à plusieurs tons sur les relations entre littérature et politique (« Comment l'écrivain et l'État peuvent-ils cohabiter ? », p. 196), en particulier sur les rapports de l'artiste au pouvoir, analyse qui s'éclaire de références multiples non seulement à la situation de quelques écrivains de par le monde (Salman Rushdie, Ken Saro Wiwa...), mais aussi à la situation sud-africaine durant l'apartheid et immédiatement après l'accession au pouvoir de Nelson Mandela. Nadine Gordimer puise aussi dans son expérience personnelle (relatant au passage son engagement en faveur de l'abolition de l'apartheid) pour aborder la question de la censure, de la liberté d'expression, de l'autonomie de l'imagination, du statut de l'écrivain et de son rôle en période d'oppression, de sa participation au façonnement d'une identité nationale ou encore de son attitude face à la mondialisation culturelle.

En tant qu'écrivain africaine (« Depuis que notre continent est parvenu à chasser ces Européens qui se disaient ses maîtres... », p. 31) et qui revendique

en outre l'africanité de son écriture, Nadine Gordimer déplore également la misère de la littérature africaine, plaidant autant pour une amélioration des moyens de diffusion que pour un panafricanisme littéraire (on trouve des références éparses à la négritude et à la renaissance africaine), qui prendrait la forme d'une recherche et d'une proclamation des valeurs proprement africaines, non pas au service d'un enfermement de l'Afrique sur elle-même, mais au contraire d'une participation de l'Afrique à la littérature du monde. Dans cette perspective, les essais sur Senghor ou sur Grass peuvent être lus comme des détours féconds permettant de fournir des modèles pour la réconciliation des cultures et la compréhension de l'histoire.

Mais l'intérêt du livre réside surtout dans le fait que certains textes acquièrent aujourd'hui valeur de documents (comme cette conférence sur l'apartheid organisée en 1959 à Washington), ou de témoignages (en particulier sur les élections d'avril 1994 et sur la première année de changements). Ce qui frappe dans ces essais, sous leur aspect placide et un tantinet donneur de leçons, est l'omniprésence du problème de la violence, qu'il s'agisse de revenir sur celle que le système d'apartheid a laissé en héritage aux années 1990 et au nouveau siècle, ou de tenter, en tant qu'écrivain, de participer à la fabrication d'un monde neuf débarrassé de ce fléau. En somme, tout converge vers cette question : comment, comme spécialiste de l'imaginaire, peut-on remédier à la « vie réelle », et savoir en premier lieu y reconnaître les vrais « héros » (Mandela fait ici l'objet de très belles pages) ?

L'Afrique du Sud occupe une place centrale dans ce questionnement, parce que son histoire douloureuse et ses évolutions récentes fournissent en quelque sorte un condensé de phénomènes politiques et culturels permettant de comprendre les manifestations identitaires actuelles des Noirs américains autant que les mécanismes de la mondialisation culturelle. Bref, une pensée dialectique par laquelle s'éclairent mutuellement l'histoire de « notre siècle » et l'histoire sud-africaine. Ou l'Afrique du Sud comme paradigme.

François-Xavier Fauvelle-Aymar



VAN BOUVEROY VAN NIEUWAAL
(E. Adriaan B.)
*L'État en Afrique face à la chefferie :
le cas du Togo*
Paris, Karthala/ASC, 2000, 336 pages.

La trame du livre se noue autour d'un paradoxe qui peut se décliner à travers l'interrogation suivante : pourquoi, au rebours de leur discrédit lors de la période de contestation de l'autorité de l'État des années 1990, les chefs traditionnels demeurent-ils un recours pour les populations dans la résolution des différends ? La trajectoire qu'emprunte l'auteur pour expliquer la longévité de cette institution est la notion de « transformation », que l'on suit à travers le parcours historique de la chefferie au Togo.

Qu'ils soient issus de pratiques millénaires de gestion sociale ou qu'ils soient suscités par la colonisation, les chefs sont apparus comme un instrument aux mains de la métropole puis de l'État nouvellement indépendant sous S. Olympio. Cette tendance s'est intensifiée au cours des régimes politiques suivants, et surtout sous le long règne de G. Eyadéma. La chefferie traditionnelle y apparaît comme un outil de quadrillage territorial au service du parti unique (le RPT), avec un système clientéliste de révocations humiliantes des chefs « récalcitrants » et de gratifications diverses accordées aux plus fidèles. Cependant, une analyse plus fine de la position des chefs sur l'échiquier sociopolitique togolais démontre qu'ils ne se laissent pas toujours capter dans cette alliance hégémonique au point de s'ériger en porte-parole, contre-pouvoirs et piliers incontournables dans le relais, vers les couches sociales, des messages de mobilisation pour le développement.

La constance de ce schéma se retrouve dans d'autres pays africains, avec de légères particularités que l'auteur rappelle : la position de l'Asantehene au Ghana, du Moro Naba au Burkina Faso, du Lamido au Nord-Cameroun, des chefs au Zimbabwe et en Afrique du Sud. Contrairement à ce que le titre de l'ouvrage peut laisser croire, il s'agit donc d'une minutieuse analyse de la situation actuelle de la

chefferie (néo)traditionnelle, un point d'entrée anthropologique à l'étude des luttes de pouvoir et de domination qui caractérisent l'État postcolonial. Il faut dire que le caractère syncrétique du rôle du chef traditionnel lui offre la possibilité de mobiliser les ressources et les moyens de pression les plus divers pour atteindre certains buts, parfois par pur intérêt mais parfois aussi au profit du groupe. De ses rapports multiformes avec le pouvoir étatique naissent donc des points de rencontre et de négociation, qui constituent ce que l'auteur qualifie, à la suite de Sally Falk Moore, de « champs sociaux semi-autonomes ». Par ailleurs, le débat reste intéressant sur l'actualisation du statut juridique de la chefferie traditionnelle au Togo, puisque c'est un arrêté colonial de 1949 qui continue à régir l'institution, en dépit d'une tentative avortée de réforme sous Olympio et d'une modification mineure dudit arrêté en 1959. Apparemment, le régime Eyadéma – afin de contenir les pouvoirs de ces leaders locaux – et les chefs eux-mêmes, craignant de se voir ramener à une instable fonction administrative, s'accrochent à cette situation floue, propice à la « politique du ventre ». Un clientélisme récurrent qui a fait manquer aux chefs traditionnels togolais – c'est un regret pour l'auteur – un rendez-vous important avec l'histoire démocratique en gestation dans le pays. Et c'est un appel que l'on pourra lancer à leur endroit en reprenant les paroles d'un défunt homme politique togolais : « [...] la chefferie forge son propre destin. »

Koffi Alinon

ADEPOJU (Aderanti) (dir.)
*La Famille africaine. Politiques
démographiques et développement*
Paris, Karthala, coll. « Questions
d'enfance », 1999, 318 pages.

Entendons nous bien, *La Famille africaine* est un manuel de vulgarisation destiné aux étudiants et aux futurs professionnels du développement désireux d'aborder la question de la

famille et du développement en Afrique, et non un ouvrage destiné aux chercheurs et aux enseignants. L'objectif affiché est d'éclairer les décideurs sur la complexité « des systèmes familiaux, des modes d'organisation domestiques et des processus de décision concernant le ménage, l'économie et la démographie » (p. 84).

Comme le rappelle à juste titre l'éditeur, la famille africaine, confrontée à une accélération de l'histoire sous l'emprise d'une crise multiforme, d'origine externe, mal gérée, reste – aujourd'hui et plus que jamais – « l'unité sociale (économique et biologique) la plus endurente et la plus fondamentale » (p. 34), et, à certains égards, la dernière. Là réside sans aucun doute l'actualité intemporelle et vivante d'un tel sujet.

L'ouvrage semble vouloir embrasser « la famille africaine », mais peine à rendre compte de toutes les familles africaines. Et les auteurs restent écartelés entre le désir d'objectiver les évolutions de la cellule familiale et la nécessité de les resituer dans un contexte localisé et dans une historicité vécue. Beaucoup de généralités (famille/ménage, tradition/modernité, ruralité/urbanité, individuel/communautaire, mobilité/migration), difficiles à contester, émaillent l'ensemble des contributions. L'ouvrage est une longue juxtaposition de courts « tableaux » (le chapitre VI sur « La famille africaine en milieu rural » est expédié en 18 pages !) aux titres très généraux, peu problématisés (chap. VIII par exemple).

C'est pourquoi le lecteur a du mal à saisir l'économie d'ensemble du volume. De plus, certains textes se recouvrent, au risque de fatiguer le lecteur (chap. III et IV). Par ailleurs, on regrettera que les auteurs cèdent à la facilité de l'autocitation et n'aient pas effectué une véritable revue actualisée de la littérature sur le sujet. Il en résulte finalement un ouvrage proche du manuel, qui ne convaincra pas tous ses lecteurs.

Pierre Janin

TRIPODI (Paolo)

*The Colonial Legacy in Somalia:
Rome and Mogadishu from Colonial
Administration to Operation
Restore Hope*

Basingstoke, New York, Macmillan
Press, St Martin's Press, 1999.

Lorsqu'en 1991 le général Mohamed Farah Aydiid engagea des poursuites auprès de la justice italienne contre l'ancien Premier ministre B. Craxi car il n'avait pas touché une commission conforme à l'accord conclu, beaucoup d'observateurs n'en crurent pas leurs oreilles. Un an plus tard, le scandale des pots-de-vin versés aux proches du dirigeant socialiste éclatait, celui-ci se réfugiait en Tunisie et l'on commença à se dire que ce général somalien disait sans doute la vérité, même si sa requête était pour le moins des plus surprenantes...

Ce livre tente d'analyser les relations très particulières entre l'Italie et son ancienne colonie, de la période coloniale jusqu'à la trop fameuse intervention internationale de décembre 1992. S'il ne constitue pas la première réflexion sur ce thème (voir notamment les travaux de L. Goglia, C. Ercolessi, G. P. Calchi Novati, A. del Boca et I. Taddia), sa rédaction en anglais le rend plus accessible. Cela est appréciable dans la mesure où il s'agit d'un travail sérieux, équilibré, fournissant de bonnes références bibliographiques et ouvrant la voie à l'approfondissement de certaines pistes de recherche.

Les chapitres sur la période 1950-1960 sont certainement les plus novateurs. L'auteur décrit les relations tendues entre l'administration italienne et le principal parti, la Ligue de la jeunesse somalienne, ainsi que les compromis importants acceptés pour conserver les intérêts économiques et une influence de Rome dans la future Somalie indépendante. La construction d'un État démocratique fut ainsi sacrifiée bien avant la prise du pouvoir par les militaires à Mogadiscio, en 1969. Pourtant, l'auteur montre que si cette priorité a été permanente, la définition des politiques à l'égard



du gouvernement somalien a été particulièrement confuse et mise en œuvre d'une manière encore plus discutable : il s'agit donc d'un éclairage peu flatteur sur la diplomatie romaine, dont les incohérences sont multiples dès la période coloniale. Néanmoins, l'auteur ne transforme pas son étude en brûlot : au contraire, il montre bien comment l'enchevêtrement de singularités (du débat politique italien, de la structure de son État, des ambitions de Rome dans la Corne de l'Afrique, de la nature des interlocuteurs somaliens) conduit à des résultats aberrants, dont le plus spectaculaire est sans doute le déversement de plus de 1 600 milliards de liras d'aide italienne en moins de dix ans et une attitude de pompier-pyromane dans les premiers mois de la guerre civile ouverte au début 1991.

Cependant, l'ouvrage de Paolo Tripodi laisse dans l'ombre de nombreuses dimensions de cette relation entre Rome et Mogadiscio. La collusion entre intérêts privés et publics a été la norme plus que l'exception dans les relations entre l'Italie et la Somalie, mais un lecteur habitué aux affaires de la politique de la France en Afrique sera surpris de l'absence de toute mention de ces multiples relations personnelles et réseaux qui n'ont cessé de parasiter le fonctionnement de l'appareil d'État italien.

De même, la description qui est donnée de la politique italienne après 1991 est peu originale, et il aurait été intéressant de montrer les clivages entre diplomates et militaires au début de l'intervention internationale, comme la manière dont les vieilles amitiés entre responsables italiens et somaliens, qui avaient été mises entre parenthèses pour cause de scandale après 1992, se sont depuis renouvelées...

Roland Marchal

MAKRIS (G. P.)

Changing Masters. Spirit Possession and Identity Construction among Slave Descendants and Other Subordinates in the Sudan

Evanston, Northwestern University Press, 2000, 432 pages.

Derrière un titre un peu alambiqué se cache une étude assez classique des cultes *tumbura* de Khartoum, qui reposent sur des rites de possession proches du *zar* éthiopien et du *boré* nigérian. D'abord issus des armées d'esclaves du XIX^e siècle, les regroupements de ce type ont fini par représenter les couches populaires et urbaines de communautés qui n'étaient pas d'origine arabe. Au-delà de leur fonction divinatoire et thérapeutique, ils ont surtout permis d'affirmer l'identité collective, musulmane et supratribale de certains groupes subalternes de la société soudanaise, essentiellement des femmes et des descendants d'esclaves. Le travail d'investigation de l'auteur à cet égard n'est pas sans rappeler celui de C. Besteman (*Unraveling Somalia. Race, Violence and the Legacy of Slavery*, Philadelphia, University Press of Pennsylvania, 1999), déjà évoqué dans ces colonnes à propos des descendants d'esclaves dans le sud de la Somalie.

À Khartoum, en l'occurrence, les *tumbura* ont réuni des populations qui habitaient déjà le Soudan avant l'arrivée des Arabes et l'islamisation de la région. Venant du Darfour et du Kordofan, notamment des collines Nuba, ces communautés noires étaient méprisées des Arabes et qualifiées de « soudanaises », terme qui fut longtemps péjoratif avant d'être réhabilité par les nationalistes à l'indépendance. Le parallèle avec les Bantous de Somalie peut être poussé encore plus loin puisque les Arabes au pouvoir ont relégué au bas de la hiérarchie sociale les descendants d'esclaves soudanais en niant leur généalogie. Aussi le catalyseur identitaire des *tumbura* a-t-il été d'autant plus important qu'il a défendu les spécificités de ces communautés dans un milieu urbain hétérogène, en même temps qu'il les

inscrivait dans la religion dominante du pays, les fidèles du culte entretenant par exemple des liens avec les membres de la confrérie Qadiriyya. Selon G. P. Makris, l'avenir des *tumbura* n'en est pas moins menacé par la modernité urbaine, l'islamisme et un relatif désintérêt de la part de la jeune génération. Encore l'auteur ne constate-t-il qu'une diminution du nombre de groupes *tumbura* recensés sur Khartoum : une tendance qui n'est pas forcément significative d'une perte d'influence au niveau national et qui ne reflète peut-être qu'un jugement subjectif. En effet, G. P. Makris n'évite pas certains travers de l'observation participante selon les canons de l'anthropologie anglo-saxonne : les tranches de vie et les remarques personnelles abondent, au risque de désorienter le lecteur, voire de l'ennuyer à force de se perdre dans les détails et les descriptions, tandis que la conclusion, en forme de postface, laisse l'analyste sur sa faim.

Marc-Antoine Pérouse de Montclos

VELLUT (Jean-Luc) (dir.)

Itinéraires croisés de la modernité.

Congo belge (1920-1950)

Tervuren, Paris, Institut africain / Cedaf, Afrika Institut / Asdoc, L'Harmattan, « Cahiers africains / Afrika Studies », série 2000, n° 43-44, 2001, 295 pages.

Composé pour la plupart d'extraits d'excellents mémoires de licence en histoire contemporaine produits par de jeunes historiens belges, ce recueil d'études reflète l'activité importante et la qualité scientifique des travaux menés au Centre d'histoire de l'Afrique de l'université de Louvain, sous l'impulsion et la direction de Jean-Luc Vellut. Avec une limite, dont l'éditeur est conscient : les sources exploitées sont essentiellement celles qui étaient disponibles en Europe.

L'unité de ce recueil est contenue dans un titre qui insiste sur l'idée de *modernité* appliquée à l'histoire contemporaine de l'Afrique. L'introduc-

tion présente à cet égard une prise de position dont l'importance n'est pas négligeable. L'idée de modernité, relative au Congo, a en effet été la bannière par excellence du discours colonial belge, surtout durant l'après-guerre : il n'est que de songer aux photographies en noir et blanc des ports, des routes, des ponts, des loisirs à l'occidentale, des avenues calmes et des cités ouvrières, des laboratoires et des usines, souvent présentées en fonction d'une rhétorique dualiste présentant l'« avant » et l'« après », un peu comme dans les publicités pour les produits-miracles contre la calvitie. Le thème de l'évolution condensait une conception de l'histoire comme progrès largement héritée du XIX^e siècle, et l'enthousiasme d'une période où l'on croyait pouvoir espérer que la science et la technologie apporteraient bonheur, paix et compréhension.

Les études rassemblées ici peuvent être regoupées en trois catégories : la vie quotidienne ; la société civile nouvelle ; les itinéraires croisés entre métropole et colonie. Elles illustrent ainsi d'abord la constitution de nouvelles « frontières », inséparables de représentations et de récits. Est démontrée au passage l'existence, dès l'époque du premier conflit mondial, « d'un espace social congolais, d'ouest en est ».

Analysant les « Scènes de la vie quotidienne à Elisabethville dans les années vingt » (pp. 57-70) à partir de la presse européenne qui y était publiée, Nicolas Esgain met en évidence les craintes de la société coloniale à l'égard des populations africaines, mais tout autant les réactions de promotion et d'autoprotection qui apparaissent dans les milieux instruits des cités « indigènes ». Laurence Feuchaux déplace la perspective vers Kinshasa et un certain nombre d'affaires judiciaires révélatrices, présentant de larges extraits de divers comptes rendus d'époque (« Vie coloniale et faits divers à Léopoldville (1920-1940) », pp. 71-101). Cette présentation met en avant les tensions internes à la société coloniale, et – singulièrement – montre la méfiance à l'encontre d'une magistrature qu'une certaine presse suppose toujours laxiste envers les Africains.



Les études qui suivent envisagent des objets moins habituels : « L'implantation du scoutisme au Congo belge » (S. Tilman) et « Débuts du football congolais » (B. Van Peel). Le volume se termine par deux études qui concernent davantage la société européenne. L'article, aussi intéressant que fouillé, que consacre Vincent Romain à « Un espace culturel colonial : musiques africaines en Belgique et au Congo » (pp. 205-238) retrace l'histoire de l'intérêt anthropologique pour la musique traditionnelle, celle des influences de cette musique sur les compositions musicales en Belgique et débouche sur une première approche de la créativité musicale congolaise, tantôt sur le mode de la récréation semi-indigéniste (les *Missa luba* et autres *Petits chanteurs à la croix de cuivre*), tantôt sur le mode des variétés urbaines qui feront la célébrité des orchestres kinoïsis. L'étude, bien cadrée, embrasse en réalité un champ plus large, évoquant aussi le domaine du cinéma, de la liturgie religieuse et des spectacles, après avoir rappelé le contexte, tant général qu'anecdotique, de la collecte ethnologique des instruments et des musiques. Enfin, Johan Lagae propose une étude de l'architecture et de l'urbanisme coloniaux (« In search of a "comme chez soi". The ideal colonial house in Congo (1885-1960) », pp. 239-282). Au-delà des considérations hygiénistes sur l'habitat en Afrique centrale et des considérations pratiques qui ont entraîné, un temps, l'importation de maison préfabriquées ou l'idée d'édifier, au fond de la « parcelle », le logement des domestiques, on saisit bien, par le biais des discussions sur la « maison idéale », le sentiment de repli identitaire qui a souvent prévalu ; il a surtout conduit à l'érection de demeures bourgeoises, celles-là mêmes que le colonial aurait rêvé de construire s'il était resté « chez soi ». En réalité, l'africanisation symbolique de l'habitat, si elle a connu son heure de gloire à l'époque de la « barza », interface entre dedans et dehors, s'est ensuite généralement effacée au profit de modèles plus européens, sans interface, clivant davantage l'espace de communication et de circulation. L'arrivée progressive des épouses a sans

doute été décisive dans cette sorte de privatisation, mais le fantasme d'une « normalité » universalisante de la vie aux colonies a lui aussi joué son rôle.

De la chaussure à crampons à l'organisation d'un living-room, aucun de ces aspects n'est indifférent à l'histoire, du moment qu'elle s'intéresse davantage à ce que fut la vie quotidienne dans ses réalités, ses tensions et ses rêves, mais aussi aux ressorts les plus profonds des mutations et des reconstructions.

Pierre Halen

UVIN (Peter)

L'Aide complice ? Coopération internationale et violence au Rwanda
Paris, L'Harmattan, 1999, 289 pages.

Décrit jusqu'au début des années 1990 comme un pays modèle par les développeurs, le Rwanda a sombré en avril 1994 dans un génocide qui a causé la mort de 500 000 à 1 million de personnes. Comment cela a-t-il pu arriver ? Pourquoi les institutions de développement, si nombreuses au Rwanda, n'ont-elles, apparemment, rien vu venir et pourquoi n'ont-elles pas réagi à la radicalisation raciste du régime, perceptible dès le début des années 1990 ? Indirectement, en donnant au régime les moyens financiers de sa politique, et passivement, par son absence de réactions, l'aide internationale ne porte-t-elle pas une part de responsabilité dans le processus qui a conduit à ce déchaînement de violence ?

Autant de questions fortes, discutées de façon posée par Peter Uvin dans un livre important qui, au-delà d'une synthèse pédagogique sur le « comment cela est-il arrivé ? », traite une question qui n'a – me semble-t-il – guère été discutée dans les multiples travaux portant sur le génocide et le contexte sociopolitique qui l'a produit : celle des interactions entre le système d'aide et les dynamiques sociopolitiques en cours. Son point

de départ est une interrogation sur l'aveuglement du système d'aide, tant au niveau du système lui-même que des individus qui en font partie, sur ce qui était en train de se préparer.

L'analyse de cette contradiction et de ses conséquences est menée en trois temps (qui ne sont pas chronologiques dans l'ouvrage). Tout d'abord, pour donner une réponse au « comment », Uvin relit l'histoire politique du Rwanda et les processus qui ont conduit au génocide. Il offre là une synthèse claire qui, pour autant que je puisse en juger n'étant pas spécialiste de la zone, semble à la fois juste et pédagogique. Il décrit les différentes interprétations du génocide, remettant à leur place les multiples facteurs : l'histoire de longue durée ; le durcissement ethnique provoqué par la colonisation ; le renversement de pouvoir en faveur des Hutus et la mise en place d'un régime se légitimant par la « révolution sociale » (et donc l'exclusion des Tutsi, montrés comme boucs émissaires) et par le « développement » ; un État mis au service d'une petite élite bureaucratique, vivant de l'aide internationale ; la crise économique profonde depuis les années 1985, ayant entraîné une paupérisation accrue de la paysannerie ; l'accroissement des inégalités foncières avec achat de terres par les élites urbaines ; les attaques du PFR et les accords d'Arusha, qui ont radicalisé la « clique » au pouvoir, laquelle a attisé la haine ethnique. De façon plus originale, il met l'accent sur la « violence structurelle », tant physique que symbolique, qui a régi la société rwandaise depuis plusieurs décennies, avec ses pogroms impunis mais aussi avec l'oppression permanente des paysans par l'appareil bureaucratique, dans un encadrement agricole répressif et un encadrement sociopolitique étroit, ainsi que sur le ressentiment croissant envers cette petite élite éduquée circulant dans les 4 x 4 des projets internationaux et pleine de mépris pour les paysans.

L'analyse du décalage entre cette réalité et l'image du Rwanda dans les milieux du développement est le second temps de l'analyse. Coupés des ruraux par la langue et la façon de travailler, prisonniers d'une idéologie développementaliste

dépolitisante, les développeurs ont évacué toute dimension politique : ils ont fait semblant de ne pas voir, se consacrant à leurs projets, voyant un idéal de développement communautaire là où il y avait une « participation populaire » coercitive. La grande majorité des comptes rendus de projets concernant le Rwanda ne contenaient absolument aucune information sur le passé de la nation, sur la structure du pouvoir ni sur les luttes sociales et politiques. Au-delà de possibles autocensures dans la littérature des projets, les barrières de langue et l'écran des nombreux intermédiaires faisaient que la majorité des experts étrangers connaissaient en fait peu ou pas le pays : « Je ne peux pas compter le nombre de fois où des coopérants m'ont dit qu'après des années passées au Rwanda, ils n'avaient aucune idée de ce que les paysans pensaient de leur projet, et ne savaient d'eux que ce qu'ils apprenaient par la bouche des fonctionnaires » (p. 138).

Rejoignant les thèses de Ferguson sur le Lesotho, Uvin montre ici de façon convaincante comment – et sur quelles méprises – s'est constituée l'image du Rwanda, pays modèle du développement, image largement partagée par les ONG et les institutions internationales. On voit comment la rencontre d'un discours d'État et d'une idéologie du développement dépolitisée, couplée à une logique interne de reproduction des institutions de développement, éliminent une partie des réalités de leur champ d'analyse afin de faire correspondre la réalité à l'image qu'elles en donnent. Cette image a perduré alors même que les signaux de crise devenaient de plus en plus forts. Lorsque les messages racistes se sont multipliés, lorsque les pogroms orchestrés par l'armée se sont répétés, le système d'aide n'a guère réagi. Ni pour faire pression sur le régime – ou si peu –, ni pour réorienter l'aide et développer (par exemple) des organes de presse favorisant la paix sociale afin de contrer l'influence des médias de la haine. Les programmes ont continué, avec leur même orientation « participative » instrumentalisée par l'État. Une telle absence de réaction, tant au niveau politique que des modes d'intervention, ne pouvait être perçue par les extrémistes que comme une



promesse de passivité, sinon un encouragement tacite. Au-delà de cet aveuglement sidérant (et c'est là le troisième temps de la thèse d'Uvin), le système d'aide a des responsabilités fortes dans l'évolution ayant conduit au génocide ; il ne l'a bien sûr jamais directement encouragé, ni même cautionné, mais « la façon dont le "développement" est mis en œuvre a eu une importance capitale pour la création et l'évolution de bien des processus qui ont abouti au génocide » (p. 3). Alors même que la paysannerie s'enfonçait dans une crise grave, les moyens concentrés sur des thèmes inadaptés, ou même carrément nocifs (y compris au sein de nombreuses ONG bien intentionnées, faute d'une compréhension suffisante de l'économie paysanne), et la reproduction d'une « élite » locale branchée sur la rente du développement devenaient de plus en plus insupportables.

L'ensemble de l'ouvrage, on l'aura compris, est une mise en perspective très fine d'une série de facteurs et d'analyses portant sur la question du lien entre coopération internationale et génocide, pointant une dimension en général oubliée des débats sur le génocide. C'est beaucoup, face à une question aussi complexe, de proposer une analyse construite, qui évite les schématismes ou les interprétations unilatérales. Un certain nombre d'aspects – dont certains fondamentaux pour sa thèse – gagneraient cependant à être mieux étayés. En effet, Uvin apporte plus d'indices convergents, « un fort faisceau de présomptions », pourrait-on dire, qu'une véritable démonstration. Non pas que les mécanismes identifiés n'aient pas joué. Mais les relations de causalité ne sont pas simples (ce qu'il reconnaît) et l'analyse générale aurait gagné à s'appuyer davantage sur des analyses empiriques et sur l'étude détaillée de quelques projets ou de quelques coopérations. Même si le système d'aide présente un certain nombre de traits constants, soulignés à juste titre, il n'en est pas moins fort disparate. Les positions institutionnelles, le rapport à l'État, les relations directes avec les « bénéficiaires », la sensibilité aux enjeux sociaux ou politiques varient forte-

ment d'un projet à l'autre, d'une organisation à une autre. Ce qui est dit dans les rapports d'ONG ou d'institutions internationales ne reflète qu'une partie de ce que voient et savent les acteurs de terrain. Or, au-delà de ce qu'il y a dans ces rapports, on ne sait guère quelles étaient les perceptions, analyses et pratiques effectives des agents de développement et des expatriés : étaient-ils tous aveugles aux réalités qu'ils côtoyaient ? Comment percevaient-ils les contradictions entre ces réalités et la culture développementiste ? Étaient-ils tous vraiment si passifs, si piégés ?

Une étude comparée de quelques cas contrastés aurait permis d'entrer dans le détail des représentations et des pratiques, et de renforcer ou de nuancer l'analyse. Ce sera sans doute le sujet d'une recherche ultérieure, plus empirique. Cela dit, il est clair que la question des interactions entre système d'aide et trajectoire politique des pays en développement dépasse largement le cas du Rwanda. L'aveuglement, ou le refus de voir, du système d'aide sur l'instrumentalisation politique des projets, la médiocrité de ces derniers et l'irresponsabilité des bailleurs qui financent des projets dont on sait depuis le début qu'ils ne serviront à rien, en tout cas pour leurs « bénéficiaires » théoriques : autant de faits dont Uvin nous oblige à voir les conséquences possiblement dramatiques, et qui interpellent la prétendue « neutralité politique » du développement. Qui interpellent aussi les pratiques de ceux qui, à un degré ou à un autre (praticiens, mais aussi consultants nationaux ou internationaux), y participent.

Philippe Lavigne Delville

DE BOISSIEU (Arnaud)

Jeunes des rues en Tanzanie. Une vie par jour, entre l'eau et le feu

Paris, Karthala, 2001, 131 pages.

Les rejetés de la société suscitent des courants de sympathie et de dévouement sans cesse renouvelés. Ceux qui font un bout de chemin avec

eux sont parfois amenés à crier leur révolte ou à faire témoigner les exclus. *Politique africaine* a cité certains de ces récits (voir le dossier « Du côté de la rue », n° 63, octobre 1996) mais, les conflits se perpétuant, la crise aidant, le phénomène continue. Un prêtre de la Mission de France raconte avec beaucoup d'humour et une distanciation touchante son parcours – jusqu'au sommet du Kilimanjaro mais plus souvent dans les tribunaux – avec des enfants et des jeunes des rues

de Tanzanie. Au fil des journées, il nous fait partager son agacement devant la vénalité de la justice, sa sympathie pour les déboires incessants des « gosses », sa ténacité face à l'adversité. Il nous fait parfaitement saisir, à mots couverts, le fatalisme et les valeurs de ces êtres en sursis dans un pays où sida et maladies vénériennes font la loi. Un témoignage original sur une réalité à connaître sous tous ses aspects.

Annie Lenoble-Bart